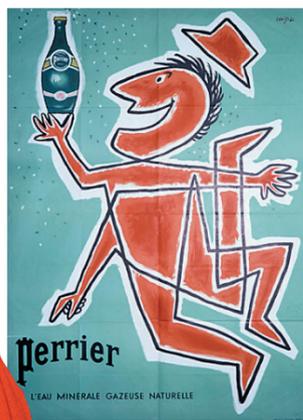
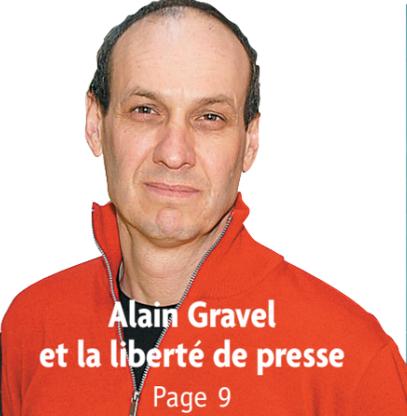


Daniel Ducharme
sociologue :
Faut-il toujours
interroger le gène?
Page 5



Alain Gravel
et la liberté de presse
Page 9



Savignac,
affichiste
au Centre de design
Page 12

Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXXI
Numéro 11
21 février 2005

Foresterie

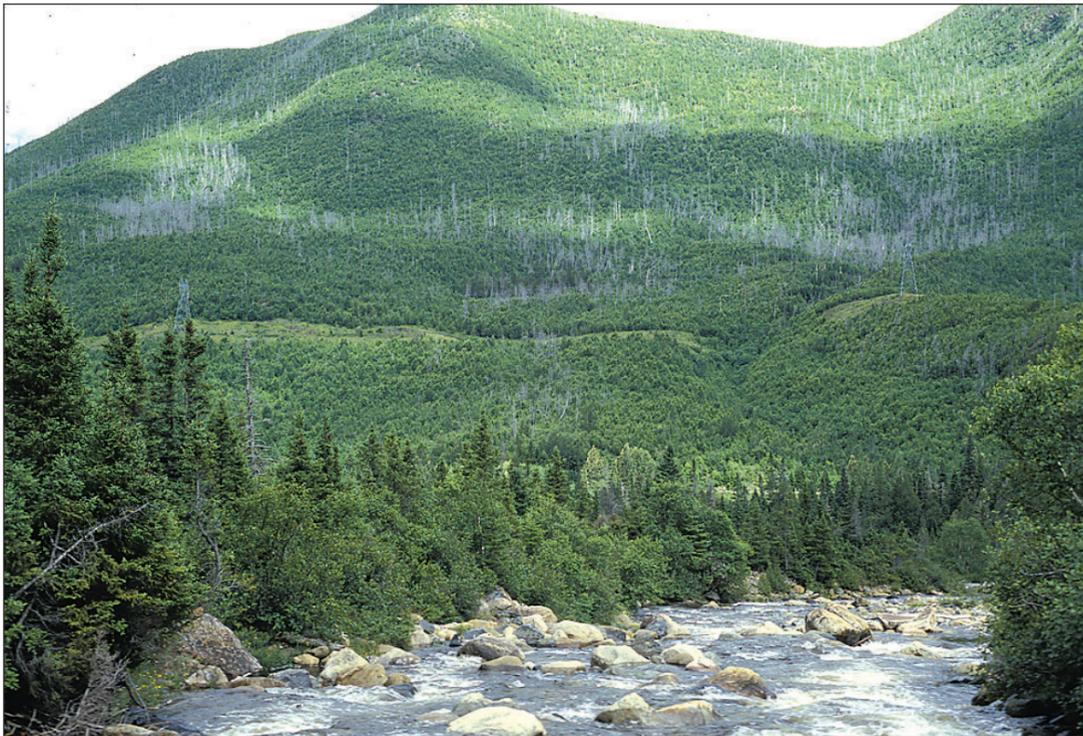
Y a-t-il une volonté de changer les choses?

Claude Gauvreau

« La foresterie au Québec, c'est comme un gros paquebot qui, s'il ne change pas de cap rapidement, se dirige inévitablement vers un iceberg », affirme Christian Messier, professeur au Département des sciences biologiques et directeur du Groupe de recherche en écologie forestière inter-universitaire (GREFi).

Selon lui, la foresterie des 30 dernières années s'est développée dans un contexte de liquidation des ressources forestières. « On est en train de vider les forêts de nos arbres de qualité. » Pourtant, ajoute-t-il, les signaux d'alarme n'ont pas manqué ces dernières années, depuis les nombreuses études et les rapports du Vérificateur général du Québec, le film de Richard Desjardins, *L'erreur boréale*, jusqu'au rapport de la Commission Coulombe sur la gestion de la forêt publique québécoise, publié en décembre dernier et dont la rigueur et la qualité ont fait l'unanimité.

Toutefois, si la situation est alarmante, elle n'est pas encore catastrophique, estime Christian Messier. « Cela prendra probablement de 20 à 30 ans pour que les choses se transforment radicalement. D'ici là, comme le recommande la Commission Coulombe, on peut donner un sérieux coup de barre en adoptant en trois ans un système de gestion écosystémique de la forêt. Mais cela exigera une volonté politique de changer les choses et des gens hauts placés dans le gouvernement devront être remplacés », soutient-il.



Christian Messier : « À long terme, il ne peut y avoir d'économie saine sans un environnement sain ».

Échec du mode de calcul

Le rapport de la Commission Coulombe envoie deux messages importants, observe M. Messier. Il dresse d'abord un constat d'échec du mode de calcul de la quantité de bois disponible au Québec, laquelle a été surestimée. Ensuite, il appelle à un changement des mentalités. La politique forestière au Québec est fondée avant tout sur des considérations économiques et accorde peu d'importance au maintien de la biodiversité, précise le chercheur.

« Si on veut assurer le développement durable des forêts québécoises,

on n'a pas le choix d'implanter un mode de gestion écosystémique reposant sur le respect de la biodiversité en maintenant la qualité des sols et de l'eau », souligne M. Messier. Les espèces vivantes des forêts sont dépendantes de leur habitat, comme les animaux, par exemple, qui ont besoin de chicots et des bois morts à un moment ou à un autre de leur cycle de vie.

« Au GREFi, nous proposons de récolter moins de bois, de modifier profondément la façon de couper les arbres, de protéger les vieilles forêts et d'opter pour un aménagement qui protège les écosystèmes en place en

s'inspirant des perturbations naturelles (feux de forêts, insectes, etc.) ».

Quatre zones d'affectation

QUAD est le nom d'un nouveau modèle d'aménagement forestier pour le Québec que proposent des chercheurs de l'UQAM, rattachés au GREFi, aux départements des sciences biologiques et économiques, ainsi qu'à l'Institut des sciences de l'environnement. Un modèle qui s'inscrit d'ailleurs dans l'esprit des recommandations du rapport Coulombe.

Il s'agit de diviser le territoire qué-

Suite en page 2 ►

Don de 8 M \$ de Hydro-Québec

Avec l'octroi d'un don de huit millions de dollars, la plus généreuse versée à ce jour à l'Université, Hydro-Québec devient le plus grand partenaire de l'UQAM. Par ce geste, qui s'inscrit dans le cadre de la campagne majeure 2002-2007 *Prenez position pour l'UQAM*, Hydro-Québec veut appuyer l'Université dans le développement de la culture scientifique au Québec, notamment par la vulgarisation et la diffusion de la science, et par la formation d'étudiants.

Ainsi, au cours des dix prochaines années, Hydro-Québec versera 2,2 millions \$ à des étudiants, notamment en sciences et en sciences de la gestion. Au baccalauréat, 20 bourses annuelles de 2 000 \$ viseront à développer un intérêt pour la recherche et à encourager la poursuite d'études aux cycles supérieurs. Pour assurer la formation d'une relève en recherche, 18 bourses de 5 000 \$ seront remises chaque année à des étudiants à la maîtrise et 10 bourses de 6 000 \$ à des étudiants au doctorat. Hydro-Québec crée également une bourse annuelle de 10 000 \$ en sciences de l'éducation appuyant les futurs enseignants qui se destinent à l'enseignement des sciences au primaire et au secondaire. Enfin, un montant de trois millions \$ sera affecté à la création et au développement de chaires de recherche.

Rappelons aussi qu'Hydro-Québec, avec une contribution de 2,5 millions \$, soutient un des plus ambitieux projets de développement de l'UQAM, soit le *Cœur des sciences*, et qu'elle est le partenaire principal de la mise sur pied du LabUQAM, un laboratoire de didactique des sciences inauguré l'automne dernier au Centre des sciences de Montréal.

tif qui vise à regrouper dans un même lieu des infrastructures de création, de formation, de production et de diffusion des arts du cirque. L'organisme a choisi de réaliser le projet au cœur du quartier Saint-Michel à Montréal, élargissant ainsi sa mission pour y ajouter un volet environnemental et communautaire. « La Cité des arts du

Suite en page 2 ►

Forum Urba 2015

Claude Gauvreau

Forum Urba 2015 est le nom d'un nouveau regroupement d'universitaires et d'acteurs municipaux qui veulent créer une plate-forme d'échanges et de réflexions critiques sur la ville de l'avenir. « Au moyen de conférences-débats, de colloques, de séminaires et de recherches autour de thèmes porteurs de solutions novatrices, nous souhaitons que le Forum devienne un incubateur d'idées, non seulement sur les contraintes et obstacles auxquels font face les villes, mais aussi sur les expériences et les

réussites d'ici et d'ailleurs », explique Florence Junca-Adenot, initiatrice du projet et professeure associée au Département d'études urbaines et touristiques.

Idéal urbain en mouvement

Selon Mme Junca-Adenot, le grand défi des agglomérations urbaines consiste à créer un milieu de vie qui soit attirant pour la population et les investisseurs. « Les villes ayant le mieux réussi à ce chapitre sont des villes visionnaires, créatives, humaines, écologiques, capables d'intégrer leurs communautés culturelles. La

Ville de Québec, par exemple, a développé une stratégie de relance en s'appuyant sur la mise en valeur de son centre-ville, en particulier du vieux quartier Saint-Roch. À Boston, centre culturel et universitaire important, on a misé sur le développement du savoir et de la qualité de l'environnement », rappelle Mme Junca-Adenot.

Malgré le manque d'argent et des infrastructures déficientes, Montréal peut compter sur des forces non négligeables, observe la professeure. « La métropole est une ville du savoir avec ses quatre universités, une ville de la

créativité avec ses nombreuses entreprises culturelles, sans parler de la présence d'industries de pointe dans les domaines des technologies de l'information, de l'aéronautique et du pharmaceutique. Enfin, Montréal possède des atouts environnementaux avec ses nombreux parcs et son ouverture sur le fleuve », affirme Mme Junca-Adenot.

Le rôle du Forum est aussi de faire connaître des expériences où se sont manifestées des capacités de leadership. « Pensons au projet TOHU, nouvelle appellation de la Cité des arts du cirque, organisme sans but lucra-

Prix scientifique de la Francophonie



Le Prix scientifique de la Francophonie a récemment été décerné à **Lucie K. Morisset**, professeure au Département d'études urbaines et touristiques et chercheure au Centre d'études sur les lettres, les arts et les traditions des francophones en Amérique du Nord (CELAT). L'Agence universitaire de la Francophonie remet chaque année quatre prix scientifiques dont le but est de reconnaître le mérite et la valeur d'un chercheur ayant acquis une reconnaissance scientifique ou ayant réalisé une percée significative internationale.

À 37 ans, Mme Morisset cumule une production scientifique qui constitue un défi à l'imagination (plus de 170 articles, 60 conférences, 13 livres publiés en sept ans), soulignait-on lors de la remise du prix, en décembre dernier, à Louvain en Belgique. La lauréate a mis au point un modèle d'étude de la ville reconnu à l'échelle internationale et utilisé dans plusieurs disciplines. Récipiendaire de plusieurs prix, dont le Prix Michel-Brunet de l'Institut d'histoire de l'Amérique française remporté deux fois et le Prix d'excellence en recherche de l'Université du Québec, Mme Morisset a également dirigé ou co-dirigé un grand nombre de mémoires et de thèses. Elle est membre de plusieurs comités scientifiques et a assumé, de 2000 à 2003, la direction de la revue de recherche en tourisme *Téoros*.

Directeur du Service des communications



M. Daniel Hébert a été nommé à la direction du Service des communications depuis le 1^{er} janvier 2005. Il coordonnera le travail des trois divisions de ce service : la division de l'Information (Angèle Dufresne), la division de la Promotion institutionnelle (Nathalie Benoit) et la division des Relations avec la presse et événements spéciaux (Francine Jacques). Gestionnaire reconnu, M. Hébert cumule quelque 30 années d'ex-

périence dans le milieu de l'éducation supérieure à titre d'administrateur et d'enseignant. À l'UQAM depuis 1991, il a occupé diverses fonctions de direction au Bureau des diplômés, au secrétariat des instances, à la Fondation de l'UQAM et au Bureau du recrutement où il occupait le poste de directeur intérimaire jusqu'en décembre dernier. M. Hébert détient une maîtrise en administration des affaires, spécialisation marketing, de l'École des hautes études commerciales et un baccalauréat spécialisé en éducation de l'UQAM.

Président de l'ARUCC



Le directeur de l'admission M. **Yves Jodoin** a été élu à l'été 2004 président de l'Association des registraires des universités et collèges du Canada (ARUCC) pour un mandat de deux ans. Choisi en 1997 par le sous-comité des registraires de la CREPUQ pour représenter le Québec à titre de représentant régional, il a par la suite été recommandé à titre de vice-président. Comme président il aura, entre autres, la responsabilité d'organiser la conférence biennale qui se tiendra en 2006 à Montréal. Les conférences sont une occasion de faire part des développements survenus dans les systèmes d'éducation au Canada et dans les bureaux des registraires. L'Association publie trois fois l'an un bulletin intitulé *Contact* qui permet à ses membres de rester en lien et de s'informer des recherches et autres travaux en cours.

Médaille d'honneur de l'UF du Vietnam



Guy Goulet, professeur associé et directeur du Programme DIREG du Centre d'études et de recherche sur le Vietnam (CÉREV) a reçu, en 2004, la médaille d'honneur de l'Union des femmes du Vietnam pour sa contribution et son dévouement en faveur de la cause de la libération des femmes dans ce pays du Sud-Est asiatique. Il s'agit d'un honneur sans précédent pour un chercheur occidental.

Prix en arts visuels



Financé et réalisé par la Ville de Montréal et l'Association des galeries d'art contemporain, le prix Louis-Comtois destiné aux artistes en mi-carrière a été remis cette année à **Stephen Schofield** de l'École des arts visuels de Montréal. Une bourse de 5 000 \$ ainsi qu'un budget de 2 500 \$ pour l'organisation d'une exposition solo accompagnent ce prix qui vise à récompenser un artiste pour sa contribution remarquable à la pratique de l'art contemporain. De plus, la Ville fait l'acquisition d'une de ses œuvres.

Reconnu par la critique comme l'un des artistes ayant le plus transformé le visage de la sculpture au Canada, Stephen Schofield pratique la sculpture et le dessin depuis 1979. Il a présenté plusieurs expositions individuelles, notamment au Musée des beaux-arts du Canada (1997) et au Centre d'art contemporain de Vassivière, à Limousin en France (1996), et a participé à de nombreuses expositions collectives au Canada, aux États-Unis, en France et en Italie.



Montréal, ville ouverte sur le fleuve.

Le Forum URBA se déploieront autour de trois grands axes : les infrastructures, la qualité de la vie urbaine dans une perspective de développement durable et la gouvernance. Cet hiver, cinq grandes conférences-débats seront organisées, dont la première portera sur le projet TOHU le 23 février. Au menu des prochaines semaines :

Un observatoire de transformations

Les activités du Forum URBA se déploieront autour de trois grands axes : les infrastructures, la qualité de la vie urbaine dans une perspective de développement durable et la gouvernance. Cet hiver, cinq grandes conférences-débats seront organisées, dont la première portera sur le projet TOHU le 23 février. Au menu des prochaines semaines :

- 29 mars : *La vision renouvelée*

d'une ville, ou le cas de Québec, en présence de son maire, Jean-Paul L'Allier;

- 27 avril : *Le TOD, clef du succès des transports collectifs*, une approche impliquant de nouveaux principes d'aménagement urbain;
- 25 mai : *Vers des collectivités viables, mieux bâtir nos milieux de vie au XXI^e siècle*, avec Jérôme Vaillancourt, directeur général de l'équipe *Vivre en Ville*.

Ces activités, gratuites, se tiendront au local D-R200 (pavillon Athanase-David), à 17h. D'autres conférences sont prévues pour l'automne prochain, axées surtout sur des expériences étrangères autour des thèmes de gouvernance et de leadership.

Au cours de la prochaine année, le

Forum entend aussi organiser des colloques, certains à caractère international. «Nos activités s'adressent aux planificateurs, aux décideurs municipaux et ministériels et aux intervenants privés et publics dans les secteurs concernés par les sujets abordés. Mais nous souhaitons aussi rejoindre les étudiants en études urbaines et en gestion de projet notamment, en espérant que les thèmes des conférences les inspireront pour d'éventuels sujets de mémoire ou de thèse», explique Mme Junca-Adenot.

Signalons que le Comité d'orientation du Forum URBA 2015 est composé d'intervenants de la Ville de Montréal et de professeurs de l'UQAM : Jacques Bourgault du Département de science politique, ainsi que Lucie K. Morisset et Pierre-Yves Guay du Département d'études urbaines et touristiques •

► FORESTERIE – Suite de la page 1

bécois en quatre zones d'affectation, précise M. Messier. La première, dite de conservation intégrale des écosystèmes, servirait à créer sur plus de 12 % du territoire, des aires protégées. Une deuxième zone serait vouée à un aménagement écologique sur au moins 60 % du territoire qui tiendrait compte de tous les attributs de l'écosystème forestier. La troisième serait consacrée à un aménagement intensif inspiré de la sylviculture finno-scandinave sur 20 à 30 % du territoire. Le modèle finlandais consiste, en effet, à couper des arbres en forêt naturelle puis à réaménager les lieux en plantations par l'ensemencement du sol. En combinant cette approche au drainage des tourbières, aux traitements sylvicoles et au contrôle des incendies, les forestiers finlandais ont obtenu une spectaculaire augmentation de la productivité ligneuse. On garantit ainsi la production de bois de qualité tout en préservant la biodiversité.

Enfin, le modèle *QUAD* propose une quatrième zone d'aménagement super-intensif, soit de ligniculture (agriculture intensive appliquée à la forêt) sur 1 à 5 % du territoire pour combler à court terme les besoins en bois de l'industrie et de maintenir les

emplois. «Il s'agit de chercher à concilier les besoins économiques, sociaux et environnementaux», explique M. Messier, en rappelant que l'industrie forestière représente quelque 100 000 emplois et que la balance commerciale du Québec dépend à 75 % de l'exportation de bois.

Déjà, un consortium de chercheurs, d'industries et d'organismes locaux s'est formé et mobilisé pour tester l'approche *QUAD* sur un territoire d'un million d'hectares au nord de La Tuque. «La demande est venue du chef forestier de la compagnie Consol installée dans la région. Le projet est amorcé et le ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs, M. Claude Corbeil, que j'ai rencontré récemment s'est montré intéressé», poursuit M. Messier.

Aux yeux de Christian Messier, il y aura toujours, dans tous les domaines, des contradictions entre les préoccupations économiques et écologiques. «Heureusement, la population accepte de moins en moins que notre eau, nos lacs, nos rivières et nos forêts soient mal gérés, surexploités, pollués et vidés de leur biodiversité. À long terme, il ne peut y avoir d'économie saine sans un environnement sain.» •

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l'information.

Directrice du journal :
Angèle Dufresne

Rédaction :
Anne-Marie Brunet, Dominique Forget, Claude Gauvreau, Michèle Leroux

Photos :
Martin Brault

Conception de la grille graphique :
Jean Gladu, designer

Infographie :
Service des communications
Division de la promotion institutionnelle

Publicité :
Catherine Levasseur
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 303

Impression :
Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal :
Pavillon Judith-Jasmin J-M330
Téléphone : 987-6177 • Télécopieur : 987-0306

Adresse courriel :
journal.uqam@uqam.ca

Version Web du journal :
www.journal.uqam.ca/
Politique éditoriale et tarifs publicitaires sur le site Web du journal *L'UQAM* à www.journal.uqam.ca/redac.htm

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQAM

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

Phases de conception d'un cours à distance

Angèle Dufresne

Le Petit-déjeuner du Bureau de l'enseignement et des programmes (BEP) du 10 février dernier, sous le thème «Pédagogie à distance : complexité et simplicité», a été un événement des plus courus. La salle des Boiseries était pleine à craquer dès 8h le matin; un écran géant de vidéoconférence laissait voir et entendre les collègues de la Téluc à Québec, attablés devant leurs ordinateurs; un lutrin placé à l'avant, devant une caméra, permettait au gens de Québec de voir et d'entendre les protagonistes de Montréal. Le présenciel et la distance – pour utiliser la nouvelle terminologie – se conjuguèrent en simultané, l'auditoire était captivé, la techno a tenu le coup et l'heure et quart a passé en un rien de temps.

Les trois conférenciers invités par le BEP étaient Marie-Thérèse Bourbonnais (à Québec) et Robert Ferland (à Montréal), professionnels pédagogiques «spécialistes des sciences de l'éducation» de la Téluc et Pierre Gagné (à Montréal), professeur de 2^e cycle en formation à distance rattaché à l'Unité enseignement et recherche (UER) Science et technologie de la Téluc.

Le terme «spécialiste des sciences de l'éducation» à la Téluc n'a rien à voir avec le sens qu'on lui donne à l'UQAM : il s'agit de pédagogues de la formation à distance qui assistent un professeur «disciplinaire» dans l'élaboration d'un cours, au même titre que les spécialistes de la communication écrite, de l'édition, de la communication graphique, audiovisuelle, télématique ou multimédia et le coordonnateur à l'encadrement. Ce personnel hautement spécialisé forme le noyau de base de l'équipe pédagogique, habilitée à concevoir des cours, programmes ou activités de formation à distance. Il s'agit donc d'équipes multidisciplinaires qui ont pour règle le respect des personnes, des champs de compétence, d'action et d'expertise de chacun.

Le professeur : leader du projet

Le professeur est le pivot de l'équipe, le gestionnaire du projet et le seul responsable ultime du cours, mais il peut compter sur l'aide des profes-

sionnels de la médiatisation qui ont pour mandat de réaliser des «produits beaux et performants», comme les a qualifiés Marie-Thérèse Bourbonnais.

Le processus d'élaboration d'un cours suit les étapes suivantes :

- *Le dossier de présentation* – un document de 10 à 20 pages qui fournit des informations sur le contexte du cours; les objectifs poursuivis; les éléments de contenus; les stratégies pédagogiques et médiatiques proposées dans le cours; les stratégies d'encadrement des étudiants; l'édition médiatique; l'identification des membres de l'équipe de réalisation; la planification des ressources financières nécessaires à la réalisation du cours. Conçu et réalisé par le professeur responsable du projet, il est présenté pour discussion, bonification et approbation aux membres de l'Unité d'enseignement et de recherche (UER) de la Téluc, qui regroupe des professeurs et professionnels pédagogiques.
- *L'élaboration du contenu* – est réalisée par le professeur et les spécialistes du contenu qui rédigent ou repèrent les textes, volumes ou articles formant les composantes du cours.
- *La conception des stratégies pédagogiques, l'élaboration des activités d'apprentissage, des travaux et des examens* – se fait en fonction des éléments de contenu, des objectifs d'apprentissage poursuivis et des intentions de l'équipe de conception. Cette étape doit prévoir la stratégie d'intégration des composantes du cours, la planification de la stratégie médiatique, l'élaboration de l'environnement d'apprentissage et du cheminement de l'étudiant, la conception et la réalisation des activités d'apprentissage, l'élaboration des travaux notés et des examens.
- *La révision linguistique* – Tous les cours doivent subir cette étape sans exception. Les corrections des réviseurs sont proposées à l'équipe pédagogique pour fin de discussion et d'approbation.
- *L'édition médiatique* – les composantes textuelles sont éditées, les composantes médiatiques sont réa-



Photo : Téluc

Marie-Thérèse Bourbonnais de la Téluc livre son exposé à partir des bureaux de la Télé-Université à Québec. Reliés par vidéoconférence, on aperçoit sur l'écran de droite, les invités du Petit-déjeuner du BEP réunis dans la salle des Boiseries à l'UQAM qui écoutent ses propos et peuvent voir sur grand écran à Montréal sa présentation informatique.

lisées (audio, vidéo, CD, DVD ou Web) et assemblées. Les documents sont reproduits à multiples exemplaires et entreposés.

- *La mise à l'essai* – le nouveau cours est «testé» auprès d'une clientèle restreinte. Les évaluations de la mise à l'essai peuvent générer des ajustements, modifications ou corrections aux composantes du cours.
- *La diffusion* – par l'entremise d'un système informatisé qui gère les opérations, le Bureau de la diffusion des enseignements (équivalent du Registrariat) assigne un tuteur à l'étudiant inscrit à un cours, expédie la correspondance administrative, gère les accès Web, identifie la documentation et les supports appropriés, etc. Le Bureau de distribution expédie les composantes du cours à l'étudiant qui débute ses activités d'apprentissage.

Rôle du professeur

À la Téluc le professeur a les mêmes tâches universitaires dévolues ailleurs au corps professoral, c'est-à-dire enseignement, recherche, administration et services à la collectivité, a expliqué Pierre Gagné, professeur à la Téluc depuis 28 ans. Là où les choses diffèrent sensiblement c'est au niveau des activités de conception des cours ou l'implication du professeur est très forte comme développeur de contenus et de cheminements, gestionnaire d'une équipe pédagogique et formateur de tuteurs pour l'encadrement d'étudiants (fonction déléguée).

Le temps requis pour monter un cours en-ligne est important, souligne Louis Jolin, qui a travaillé avec la Téluc à élaborer un programme court en gestion du tourisme, car il faut «tout penser et tout écrire dans les moindres détails».

Il faut aussi songer à faire évoluer le cours et s'assurer de «cristalliser des contenus de très grande qualité», a précisé Marie-Thérèse Bourbonnais, car les mécanismes d'évolution et d'itération sont plus complexes. Pierre Gagné suggère que des formules pé-

dagogiques plus souples permettent de faire évoluer le cours au jour le jour. La durabilité serait donc le revers de la souplesse et de l'interactivité.

En 2003, 56 % des cours de la Téluc avaient un support imprimé; 16 %, un support numérique et 26 %, un support hybride (multimédia). Depuis deux ans, il semblerait que le multimédia soit fortement à la hausse.

Orientations à développer

La vice-rectrice aux Études, Mme Carole Lamoureux, qui accueillait les participants à cette rencontre du BEP,

a souligné que les ressources humaines et financières pour mettre en œuvre de tels projets sont considérables. Il faudra établir des priorités, a-t-elle ajouté, et des mécanismes sont prévus dans le protocole de rattachement pour ce faire. Une commission académique de la formation à distance sera créée et verra à mettre en œuvre le plan de développement de la formation à distance élaboré conjointement par les professeurs de la Téluc et de l'UQAM et soumis à l'approbation de la Commission des études de l'UQAM •

Boursières de la Fondation de l'UQ

Deux étudiantes de l'UQAM, Jade Bourdages (science politique) et Sandrine Ricci (communications), comptent parmi les huit lauréates du concours de bourses hiver 2005 de la Fondation universitaire de l'Université du Québec.

Jade Bourdages a été choisie pour obtenir la Bourse du Groupe Jean Coutu qui l'aidera à concilier ses études à temps plein en science politique, son implication sociale et ses responsabilités familiales. Jade a été travailleuse de rue pendant plusieurs années et agit à titre de bénévole au sein de divers organismes communautaires. Récipiendiaire de la Bourse

de la Famille Auclair, Sandrine Ricci est considérée par ses professeurs comme une étudiante exceptionnelle. Elle aussi doit concilier ses études de maîtrise, ses activités de consultante en communications, de monitrice de langues à l'UQAM et sa vie de famille.

Rappelons que la Fondation se consacre à promouvoir le développement de l'Université du Québec et de ses établissements spécialisés en finançant notamment la création de programmes de bourses, l'établissement d'une bibliothèque virtuelle et l'implantation de nouvelles technologies de communication.

PUBLICITÉ

Des couples font le pari gagnant

Dominique Forget

Depuis 1975, au Québec, le jeu pathologique aurait augmenté de 45 % chez les personnes âgées de plus de 65 ans. Le chiffre étonne et effraie. Qu'est-ce qui aurait pu conduire à une telle hausse des maladies du jeu? «La venue du casino à Montréal en 1994 y est sûrement pour quelque chose», croit Gilles Trudel, professeur au Département de psychologie de l'UQAM. «Mais d'autres facteurs sont certainement impliqués. Les gens à la retraite ont plus de temps libres et ils sont davantage sollicités. On leur offre des forfaits, transport compris. Loto-Québec organise même des séances où elle paie des clients potentiels pour venir tester de nouveaux jeux.»

Les aînés ne sont pas les seuls à être aux prises avec des problèmes de jeu pathologique. Quoique moins spectaculaires, des hausses ont été enregistrées au sein de tous les segments de la population. Pour venir en aide aux jeunes et aux moins jeunes, le professeur Trudel a imaginé une approche originale : offrir des séances de thérapie aux individus, certes, mais également aux conjoints qui doivent vivre avec les joueurs pathologiques. «Il a déjà été démontré, dans les cas de dépression, d'anxiété ou d'alcoolisme, que la thérapie conjugale pouvait aider à régler certains problèmes et à diminuer les risques de rechute,



Photo : Martin Brault

Gilles Trudel, professeur au Département de psychologie de l'UQAM, accompagné de deux étudiantes, Vanessa Villeneuve et Anic Anderson.

explique le professeur. J'ai pensé que cette même approche pourrait profiter aux joueurs pathologiques.»

Au printemps dernier, il a reçu 150 000 dollars du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour tester le bien-fondé de cette nouvelle approche thérapeutique. Avec l'aide de deux étudiantes

au doctorat, Vanessa Villeneuve et Anic Anderson, il a entrepris de recruter 120 couples. «Nous avons formé trois groupes, explique Mme Villeneuve. Le premier regroupe des couples où aucun des membres n'est aux prises avec un problème de jeu. C'est notre groupe contrôle. Le second réunit des couples où l'un des membres

éprouve des problèmes mineurs. Il peut avoir certains épisodes dépressifs, quelques querelles avec le conjoint. Dans le troisième, on retrouve les joueurs compulsifs. Chacun de ces sous-groupes est divisé en deux : les 54 ans et moins d'un côté et les 55 ans et plus de l'autre.»

Le recrutement n'est pas facile. «On n'a pas vraiment de problème pour le groupe numéro un, affirme Anic Anderson. Plusieurs étudiants de l'UQAM ont accepté de participer à notre étude. Pour le groupe numéro trois, ça va assez bien aussi. Nous travaillons en collaboration avec le Centre Dollard-Cormier qui nous recommande des patients en attente d'une thérapie pour le jeu excessif. C'est pour le deuxième que nous éprouvons le plus de difficultés. Les joueurs avec des problèmes mineurs sont souvent en négation par rapport à leur relation au jeu.»

L'équipe n'a pas attendu de remplir ses quotas pour commencer les séances de thérapie. Depuis l'automne, des couples se rendent à l'UQAM durant les week-ends pour profiter des services gratuits offerts dans le cadre de ce projet expérimental. «Nous les recevons deux dimanches de suite, cinq couples à la fois, poursuit Mme Villeneuve. Les membres de différents groupes sont mélangés, sans être identifiés. Nous leur proposons des outils et des exercices pour les

aider à améliorer la communication au sein de leur couple. C'est très interactif. On leur montre une technique et on les fait pratiquer immédiatement.»

Trois mois après la fin de la thérapie, les deux étudiantes rappellent les participants pour faire un suivi. «Nous en sommes rendues à cette étape avec quelques couples seulement, dit Mme Anderson. À ce jour, les bonnes habitudes de communication semblent avoir perduré et les impacts sur le jeu pathologique semblent être positifs.» Certains joueurs ont expliqué que, lorsque la tentation d'aller au casino se faisait sentir, ils n'hésitaient plus à en parler avec leur conjoint. Ce dernier se sentait aussi mieux outillé pour aider le joueur à traverser les moments difficiles. Passant moins de temps au casino, les joueurs investissaient aussi plus d'énergie dans leur relation.

«La thérapie conjugale ne remplacera probablement jamais les autres traitements pour le jeu, souligne le professeur Trudel. Cependant, elle pourrait s'ajouter aux autres options disponibles. Actuellement, il n'existe aucune ressource pour les personnes qui veulent venir en aide à leur conjoint qui souffre d'un problème de jeu. Je pense qu'il est important de remédier à cette lacune.»

Pour participer à l'étude du professeur Trudel, on peut téléphoner en toute confidentialité au 987-3000, poste 4847 ●

PUBLICITÉ

Dépistage génétique

Est-il nécessaire de tout savoir? Des médecins s'interrogent

Dominique Forget

Si vous jouissiez d'une bonne santé, mais que vos gènes annonçaient un risque de développer un cancer au cours des dix prochaines années de votre vie, voudriez-vous le savoir? Et si l'enfant dont vous rêvez avec votre conjoint avait une chance sur quatre d'être atteint de la fibrose kystique, que feriez-vous? Il existe actuellement plus de 1 000 tests de dépistage qui permettent de vérifier notre susceptibilité à développer certaines maladies héréditaires. Ces tests font la fierté des biologistes moléculaires, mais laissent souvent les individus devant des choix difficiles. Pour cette raison, les médecins généralistes hésitent encore à les recommander à leurs patients.

Au cours d'une étude réalisée dans le cadre de son stage postdoctoral au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), le sociologue Daniel

Ducharme a interviewé 15 omnipraticiens de la région du Saguenay/Lac-Saint-Jean et 40 autres de la grande région montréalaise. Plus spécifiquement, il cherchait à cerner l'intérêt de ces médecins pour la génétique et, surtout, s'ils seraient prêts à participer à d'éventuels efforts de dépistage de maladies héréditaires.

«Les chercheurs qui mettent au point des tests de dépistage ou des thérapies géniques travaillent de plus en plus en collaboration avec des compagnies privées, fait valoir le sociologue. Il y a donc une pression énorme pour commercialiser les résultats de la recherche. Les médecins généralistes ressentent cette pression, mais plusieurs y résistent encore.»

Plusieurs omnipraticiens ne voient pas l'intérêt de dépister des maladies à déclenchement tardif comme l'Alzheimer alors qu'il n'existe aucun outil préventif ni même thérapeutique pour soulager les pa-



Photo : Martin Brault

Daniel Ducharme, stagiaire postdoctoral.

tients. Cette crainte est d'autant plus justifiée que la détection d'un gène de susceptibilité ne signifie pas nécessairement que l'individu développera la maladie. En effet, mis à part certaines maladies monogéniques (attribuables à un seul gène), les maladies héréditaires dépendent généralement d'une combinaison de facteurs, à la fois génétiques et environnementaux. «Advenant un dépistage positif, une personne pourrait souffrir d'anxiété toute sa vie et ne jamais tomber malade», souligne Daniel Ducharme.

L'obstétrique, un cas particulier

Chez les médecins généralistes qui pratiquent l'obstétrique, le chercheur a noté une plus grande ouverture au dépistage génétique. En effet, les futurs parents qui pensent être porteurs d'un gène «défectueux» veulent parfois savoir si leurs enfants risquent d'être atteints d'une maladie sévère. Ceci s'applique tout particulièrement dans la région du Saguenay/Lac-Saint-Jean où une personne sur quatre porte au moins un gène rattaché à une maladie héréditaire grave comme la fibrose kystique, la tyrosinémie, l'acidose lactique ou l'ataxie de Charlevoix-Saguenay.

«La plupart de ces maladies sont récessives, explique Daniel Ducharme. L'enfant doit recevoir deux copies du gène défectueux pour avoir la maladie, l'une de chacun de ses parents. Plusieurs adultes n'ont qu'une copie du gène et l'ignorent parce qu'ils ne sont jamais malades. Mais lorsque deux personnes dans cette situation ont un enfant ensemble, ce dernier a 25 % de chances d'être atteint de la maladie.»

Les futurs parents font face à un lourd dilemme lorsqu'ils reçoivent les résultats de leurs tests. Certains renoncent à fonder une famille, d'autres choisissent l'adoption et d'autres encore choisissent d'aller de l'avant. Après tout, un bébé atteint de fibrose kystique peut passer une enfance parfaitement normale. Certains malades, rares il faut le dire, se rendent à l'âge de 30 ans sans éprouver le moindre symptôme.

Les personnes atteintes d'ataxie, une maladie neuro-musculaire dégénérative, peuvent atteindre 55 ans avant d'être condamnées au fauteuil roulant. Dans le cas des maladies infantiles comme la tyrosinémie ou l'acidose lactique, le pronostic est plus grave. Les petits fêtent très rarement leur dixième anniversaire.

«Comme le reste de la population, les omnipraticiens se questionnent sur la valeur qu'on choisit d'attribuer à une vie. Devraient-ils suggérer à un couple dont le bébé souffrira à coup sûr de tyrosinémie l'adoption? Leurs conseils devraient-ils être les mêmes s'il s'agit plutôt d'ataxie? Ces questions sont revenues souvent dans les entrevues. Les médecins généralistes ne s'opposent généralement pas au dépistage dans de tels cas, mais ils voudraient être mieux encadrés pour soutenir leurs patients.»

Des choix collectifs

Outre les questions scientifiques ou éthiques soulevées par le dépistage, les médecins généralistes ont fait part à Daniel Ducharme de certaines craintes sur le plan légal. Pourraient-ils subir des pressions de la part de compagnies d'assurance-vie ou d'employeurs? Ces derniers auraient tout avantage à mettre la main sur les données génétiques qui leur fourniraient de précieuses informations, non seulement sur la santé future de leurs clients ou employés, mais éga-

lement sur celle de leurs familles.

Viennent ensuite les éternelles questions logistiques. Les maigres ressources actuellement offertes par les hôpitaux dans le domaine de la génétique sont déjà accaparées. Comment pourrait-on répondre à une demande croissante? «Les omnipraticiens croient majoritairement que les tests de dépistage devraient être réservés à certains patients, uniquement lorsque l'histoire familiale le justifie», note Daniel Ducharme. Pas question par exemple de référer une jeune patiente qui craint, pour aucune raison particulière, de pouvoir développer un cancer du sein.

Selon la plupart des spécialistes interviewés par Daniel Ducharme, les modes de prévention qui sont actuellement préconisés sont moins coûteux et souvent plus pertinents que le dépistage. Encourager un patient à arrêter de fumer, à faire de l'exercice ou à mieux s'alimenter ne coûte rien et peut aider à prévenir des formes de diabète, des maladies pulmonaires et cardiaques, des cancers et d'autres maux, plus répandus que des maladies héréditaires monogéniques. «Les médecins généralistes ne s'opposent pas en bloc au dépistage génétique, dit le chercheur, mais ils croient que certains choix collectifs doivent être faits pour améliorer la santé du plus grand nombre.» ●

PUBLICITÉ

Trois fois championne nationale

Pour une troisième année consécutive, la boxeuse Nathalie Forget domine la scène nationale, après avoir remporté le championnat national disputé les 22 et 23 janvier derniers à Saint-Hyacinthe. Après un combat expéditif en demi-finale auquel les juges ont dû mettre fin en raison d'un trop grand écart de points, la bachelière en kinésiologie a battu une boxeuse ontarienne par décision unanime des juges. «Tout s'est bien déroulé pour moi lors de mes combats. Je suis évidemment satisfaite mais je dois poursuivre mon entraî-

nement intense. J'affronterai la finaliste à nouveau dans quelques semaines».

Pour conserver sa place au sein de l'équipe canadienne, l'athlète de 30 ans devra défendre son titre contre la première aspirante au pays lors des qualifications finales qui se dérouleront à Brantford en Ontario. Si tout va comme prévu, la monitrice de conditionnement physique au Centre sportif se rendra ensuite en Argentine, au début du mois d'avril, pour participer à une rencontre panaméricaine.

Quand la communauté s'en mêle

Michèle Leroux

L'automne prochain, lorsqu'une grue plongera son bras dans cette partie du fleuve Saint-Laurent, reconnue comme l'un des sites les plus contaminés de l'Est du Canada – triste héritage laissé par des entreprises pétrochimiques de Montréal et la Ville qui y ont déversé pendant des années leurs effluents sans traitement – ce sera plus qu'une opération de dragage et de dépollution qui s'amorcera. La première pelletée de sédiments consacrera le succès d'une participation citoyenne inédite à la gestion du Saint-Laurent. Depuis 1999, en effet, industriels, fonctionnaires, élus locaux, experts, environnementalistes et simples citoyens délibèrent sur le niveau de décontamination à atteindre et le traitement des sédiments après leur retrait du lit du fleuve, dans cette zone portuaire de l'Est de Montréal communément désignée comme le secteur 103.

Autre fait inédit, ce processus de concertation a non seulement été ob-



Photo : Laurent Lepage

Le secteur 103 de la zone portuaire de Montréal.

servé par des chercheurs de la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains de l'UQAM, mais également, depuis trois ans, par une équipe du Service de l'audiovisuel. Bientôt, le fruit de ce projet piloté par le politologue Laurent Lepage de l'Institut des sciences de l'environnement et titulaire de la

Chaire, et le réalisateur Normand Corbeil, sera officiellement lancé. «Ce documentaire donnera un bon aperçu d'un de ces lieux de délibération qui se multiplient au Québec et où différents acteurs aux intérêts divergents doivent s'entendre sur la façon de sauvegarder nos ressources», explique M. Lepage, qui a dirigé plusieurs études de cas analogues.

L'implication des communautés riveraines dans le projet de restauration du fleuve Saint-Laurent reflète une tendance nord-américaine qui délaisse l'approche judiciaire et mise plutôt sur les communautés locales et la négociation de mesures volontaires

par les acteurs intéressés. «On s'est rendu compte qu'une gestion écologique durable ne s'effectue pas en téléguissant des connaissances et des solutions dans les communautés. Pour qu'il y ait des changements durables, quelle que soit la problématique – pesticides, déchets, eau – il faut que les individus puissent s'approprier les objectifs des discours scientifique ou politique», constate le chercheur.

Des citoyens-experts

À cet égard, l'expérience entourant la décontamination du secteur 103 s'avère riche d'enseignements. «La négociation d'un compromis socialement

acceptable et écologiquement défendable repose pour beaucoup sur les citoyens-experts qui rééquilibrent le débat sur les faits, soulevant ainsi la question du droit des riverains à intervenir quant à leur cadre de vie.» Plusieurs de ces citoyens-experts sont impliqués dans le comité ZIP (zone d'intervention prioritaire) local. «Ils font le relais entre la science et la société. Près de 40 % d'entre eux détiennent un doctorat ou une maîtrise, ce qui leur permet de donner le change aux scientifiques officiels», note M. Lepage.

La démarche réussie de concertation dans le secteur 103 pourrait constituer un premier modèle de référence pour les communautés voisines. Mais les conditions qui ont permis que se rejoignent la science, les citoyens et la prise de décisions responsables seront-elles toujours au rendez-vous, s'interroge M. Lepage. «La gestion intégrée et concertée de l'environnement soulève la possibilité de solutions contradictoires d'une région à l'autre et conséquemment, l'établissement de plusieurs petits régimes de normes environnementales au gré des dynamiques locales. Ces effets pervers possibles démontrent la nécessité que l'État assure la protection du territoire et coordonne les travaux qui sont faits dans la communauté», de conclure le chercheur ●

Petite histoire d'une œuvre collective : la décontamination du secteur 103 du Port de Montréal

Entre les années 1920 et 1930, l'Est de l'Île de Montréal a connu une forte industrialisation, centrée sur la pétrochimie et l'affinage des métaux. En l'absence de normes environnementales, ce développement a engendré la contamination de plusieurs sites terrestres et aquatiques, les rejets industriels étant acheminés directement au fleuve, sans traitement. Dans les années 1950, la voie maritime a été construite.

Dans les années 1990, diverses études ont établi que le secteur 103 de la zone portuaire renfermait près de 40 000 mètres³ de sédiments contaminés. On signala la présence problématique d'HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), d'huiles et de graisses minérales ainsi que de particules de cuivre et autres métaux lourds. Les industries en bordure du site ont dû traiter leurs effluents et aménager des barrières anti-migratoires pour contenir la pollution. En 1995, ce secteur du port a été entièrement raccordé au réseau d'égout de la Ville de Montréal. Bien qu'on ait ainsi réussi à stopper le problème, la contamination «historique» demeurait sur place.

L'événement déclencheur du projet de restauration du secteur 103 remonte à l'été 1994. Au cours de fortes chaleurs, des problèmes récurrents de remontées d'hydrocarbures ont obligé Environnement Canada à mener sept interventions d'urgence pour minimiser les effets du «relargage», un phénomène biochimique par lequel les sédiments sont remis en suspension dans l'eau. Décontaminer le site devenait pressant. Pour convaincre les industries riveraines d'agir, les fonctionnaires fédéraux ont privilégié une approche de partenariat volontaire, plutôt que de batailles judiciaires. Un groupe de travail composé des autorités portuaires et de trois entreprises riveraines a mis en place des mesures provisoires d'atténuation, commandé des études et identifié des scénarios d'intervention. En 1999, le comité ZIP Jacques-Cartier, implanté dans ce tronçon du fleuve depuis quelques années, a mis sur pied un comité consultatif élargi, de façon à favoriser les échanges entre les entreprises engagées dans la restauration, les organismes du milieu et la population. Le professeur Laurent Lepage y participe à titre d'observateur.

Dès les premières rencontres, des questions sensibles menaçaient les délibérations – image corporative des entreprises, neutralité des fonctionnaires, crédibilité des environnementalistes, possibilité que la population réclame des audiences publiques. Mais la volonté commune d'en arriver à une solution a transporté les discussions sur le terrain scientifique, ouvrant la porte à un compromis quant au dragage, au traitement et à l'enfouissement des sédiments contaminés. Ceux provenant de produits pétroliers biodégradables (près de la moitié) subiront un traitement biologique; les autres, hautement contaminés par des métaux lourds, seront enfouis dans un lieu à sécurité maximale, aucune technologie de traitement de ces matières n'étant disponible à ce jour.

Le 15 juin dernier, lors de la séance d'information tenue au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), la proposition de tout envoyer dans un lieu d'enfouissement en Ontario ou aux États-Unis a fait l'objet d'un débat. Plusieurs participants, dont le comité ZIP Jacques-Cartier, ont soutenu que le Québec devait assumer sa responsabilité sociale à l'égard de ses sols contaminés. L'accord survenu prévoit que 60 % des sédiments seront enfouis au Québec. Les entreprises et l'administration portuaire assumeront le coût du projet, soit quelque 7 M \$. Le tout devrait être complété à l'été 2006.

Pendant ce temps... au Bangladesh



Photo : Laurent Lepage

Plus de 600 000 conducteurs de rickshaw sillonnent les rues de Dacca, la capitale du Bangladesh.

Pendant qu'au Québec des gens intéressés par la santé du fleuve Saint-Laurent délibèrent dans un cadre relativement prévisible, «à l'autre bout de la planète frappée par le tsunami, on gère l'urgence et on doit faire des choix qui ont un impact sur la vie et la mort des gens. Le contraste est fort», admet le professeur Laurent Lepage, de retour d'un atelier international qui s'est tenu à Dacca, capitale du Bangladesh. «On a beau triompher de la technologie, conquérir l'espace et détourner les rivières, il reste que des événements extrêmes révèlent la vulnérabilité des populations.»

Si la vague gigantesque a épargné le Bangladesh, les inondations et les changements climatiques ne semblent laisser aucun répit à ce pays de 141 millions d'habitants traversé par les

deltas du Gange et du Brahmapoutre, soit 230 rivières et fleuves, dont plusieurs gonflent à la fonte des neiges de l'Himalaya.

Très fragile au plan politique et économique, ce pays au ras de l'eau ne compte que 8 % de terres hautes et est donc victime de sa géographie. En juillet dernier, près de 25 millions de personnes ont été affectées par les inondations qui ont notamment submergé de nombreux quartiers de la capitale, faisant des centaines de morts et des milliers de sinistrés. L'effondrement du système d'assainissement et le mélange des crues et des eaux usées ont entraîné des épidémies, problèmes qui s'ajoutent à ceux causés par la mousson, les typhons, la qualité de l'air et la densité de population (la plus importante du monde : 1 012 habitants au km²), aggravant

d'autant les conditions de vie et de travail des quelque 600 000 conducteurs de rickshaw qui sillonnent Dacca.

«En région rurale, où habite 80 % de la population, là où il y avait de la terre, il y a maintenant de l'eau, à tel point que des agriculteurs passent de l'élevage des poulets à celui des canards», explique le chercheur qui signale l'importance de mettre au point, par exemple, des semences qui résistent aux sols humides.

L'atelier tenu au Bangladesh vise à accroître la capacité d'adaptation de la population aux changements climatiques. «On n'est pas nombreux à faire des travaux en ce sens. Il n'est pourtant pas trop tôt pour anticiper l'impact des changements climatiques et en prévenir les effets.» ●

Se former à la recherche en en faisant... au jour le jour

Le journal présente le premier de trois articles consacrés à la formation des étudiants de cycles supérieurs à la recherche. Des étudiants de maîtrise ou de doctorat, de différentes disciplines, témoignent des expériences qu'ils vivent à titre d'assistants ou d'agents de recherche. Ils nous parlent notamment des tâches qu'ils accomplissent en lien avec leurs études, de leurs rapports avec les professeurs-chercheurs, de l'appui qu'ils reçoivent et des perspectives d'emploi qui s'offrent à eux.

Claude Gauvreau

DOSSIER

«C'est en suivant un cours de Stéphane Roussel au baccalauréat que j'ai eu la piqure pour les questions de politique étrangère et que mon intérêt pour la recherche s'est développé. Aujourd'hui, Stéphane est mon directeur de mémoire. Rencontrer un professeur passionné et passionnant, avec lequel on a des atomes crochus, c'est une chance extraordinaire pour un étudiant, raconte Justin Massie.

À 23 ans, Justin compte déjà quelques années d'expérience en recherche. Étudiant à la maîtrise en science politique, il a été embauché en 2002 comme assistant de recherche au Centre Études internationales et mondialisation (CEIM), alors qu'il était en deuxième année de baccalauréat à l'UQAM.

En voie de terminer sa scolarité de maîtrise, Justin travaille sur son projet de mémoire qui portera sur les politiques canadiennes de sécurité dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. «Mes activités au CEIM ne nuisent pas à mes études, bien au contraire. Elles contribuent plutôt à alimenter mes réflexions et mes recherches personnelles. Actuellement, je travaille à la rédaction de deux chapitres d'ouvrages collectifs qui seront publiés sous la direction du professeur Alex Macleod. Le premier porte sur le refus de la participation du Canada à la

guerre en Irak et le deuxième, plus théorique, sur le libéralisme.»

Stimulant et valorisant

Coordonnateur au CEIM, Justin Massie est en quelque sorte l'adjoint de Christian Deblock, le directeur du centre. Il est aussi assistant de recherche d'Onnig Beylerian et coordonne les activités du groupe de recherche de Pierre Ostiguy, tous les deux professeurs au Département de science politique.

«Dans un centre aussi dynamique que le CEIM qui chapeaute plusieurs groupes de recherche et tient de nombreux colloques ou conférences, les tâches de coordination et d'organisation sont particulièrement importantes. Sans compter que l'on doit aussi répondre aux demandes des médias qui veulent des entrevues avec des chercheurs», explique Justin.

«Le fait de travailler au CEIM, donne accès à une masse d'informations permet de rencontrer des gens intéressants et passionnés par ce qu'ils font. Présenter des communications lors de colloques et publier des articles aident à se faire connaître dans le monde de la recherche et auprès du milieu des décideurs gouvernementaux dans le domaine de la politique étrangère. Bref, on est en pleine immersion. C'est comme si tout ce que j'avais appris durant mes études de bac devenait moins abstrait. En outre, je dispose d'un espace de travail ac-



Photo : Martin Brault

Justin Massie, étudiant à la maîtrise en science politique.

cessible cinq jours par semaine, avec bureau et ordinateur personnels, et je peux y travailler quand je veux, sur mes propres dossiers ou sur ceux du CEIM. Bref, je me considère privilégié. Je sais que les étudiants qui ne viennent à l'UQAM que pour suivre leurs cours, parce qu'ils doivent travailler à l'extérieur pour payer leurs études, ont moins de chances de se faire remarquer et d'établir des contacts personnels avec les professeurs.»

Des horizons qui s'ouvrent

Ce qui passionne Justin dans le travail de recherche, c'est de pouvoir mettre en lumière les enjeux et les impacts

des politiques en matière de sécurité afin de mieux informer la population et d'alimenter le débat public et démocratique. «Les politiques canadiennes ne font pas beaucoup les manchettes. Les décisions se prennent souvent en vase clos et le Canada subit de fortes pressions de la part des États-Unis pour une plus grande intégration des politiques des deux pays.»

Justin effectuera d'ailleurs un stage d'étude dans le cadre du *Forum sur l'intégration nord-américaine* qui réunira bientôt des étudiants du Canada, des États-Unis et du Mexique. «Ce sera une sorte de simulation de parlement étudiant inter-américain où

l'on débattrait de projets de loi sur les questions de sécurité et d'intégration continentale dans le respect des souverainetés nationales.»

L'apprenti-chercheur, embauché par le CEIM sur une base annuelle, reçoit un salaire pour 20 heures de travail par semaine et perçoit d'autres revenus de bourses d'excellence du ministère fédéral de la Défense et de la Faculté de science politique et droit, ainsi que de son travail de correcteur de travaux pour certains professeurs. «Heureusement, le CEIM obtient un financement étalé sur trois ou quatre ans, ce qui favorise une stabilité d'emploi.»

Justin apprécie particulièrement ses rapports avec les chercheurs du CEIM. «Stéphane Roussel et Christian Deblock, notamment, ne sont pas pour moi des patrons, mais des mentors intellectuels et des amis. Il n'y a pas entre nous de rapports hiérarchiques formels et rigides, comme cela se produit souvent dans le secteur privé.»

Comme d'autres étudiants de cycles supérieurs, Justin aspire à devenir un jour professeur d'université. Mais d'autres horizons s'offrent aussi à lui : ceux de la coopération internationale et de la recherche dans l'appareil gouvernemental. «Si après ma maîtrise on m'offre un poste intéressant en dehors du monde universitaire, je ne dirai peut-être pas non. Après tout, j'aurai encore le temps de me lancer dans des études de doctorat par la suite. Chose certaine, mon implication au CEIM m'aura permis d'accumuler de l'expérience, non seulement en recherche, mais aussi sur le plan de la gestion et de l'organisation. Et ça, ça ouvre des portes!» ●

Qu'est-ce que le CEIM?

- Le Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM) est rattaché à la Faculté de science politique et de droit, ainsi qu'à l'Institut d'études internationales de Montréal;
- Il a pour mandat d'aborder, dans une perspective multidisciplinaire, les affaires internationales et les transformations en cours dans les relations internationales dans les domaines du droit, de l'économie, de la sécurité et de la politique étrangère;
- Le CEIM regroupe six unités de recherche : le Centre d'étude sur le droit international et la mondialisation (CEDIM), le Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), le Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC), l'Observatoire des Amériques, le Groupe de recherche sur la reconversion industrielle (GRRRI) et le Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA);
- Le CEIM compte 30 membres et un membre-associé, issus de quatre départements différents : sciences juridiques, science politique, communication et sociologie.

Prix en éducation

Les étudiants inscrits aux programmes de maîtrise (profil recherche) et de doctorat en éducation, ainsi qu'à celui de maîtrise en kinanthropologie (profil recherche), ont jusqu'au 1er mars pour soumettre leur candidature au programme des *Prix d'intégration à la communauté scientifique en éducation*. Ces quatre prix d'une valeur de 500 \$ chacun, offerts par la Faculté des sciences de l'éducation, visent à favoriser la participation des étudiants à des congrès, col-

loques, ou conférences. Les prix seront remis à ceux qui auront su se démarquer par leur rigueur et leur curiosité intellectuelles en matière de recherche en éducation.

Pour être admissibles au programme, les étudiants doivent être recommandés par leur directeur de mémoire ou de thèse.

SUR INTERNET

www.unites.uqam.ca/fedu/prix.htm

Partenariat UQAM-Mascouche



Photo : Martin Brault

Le recteur, M. Roch Denis, procédait le 9 février dernier, en compagnie de dignitaires de la Ville de Mascouche, au dévoilement de la maquette d'un panneau annonçant l'implantation de l'UQAM au Domaine seigneurial de Mascouche, en septembre 2006. Cette

affiche sera installée prochainement sur le terrain du domaine, récemment acquis par l'UQAM, et près de l'aéroport de Mascouche, en bordure de l'autoroute 640. La restauration du domaine permettra à l'UQAM d'offrir des cours à la population de la région

et des activités à caractère international tels séminaires, écoles d'été, conférences, etc.

Sur la photo, les conseillers de la ville entourent le maire Richard Marcotte, la vice-rectrice aux Études Carole Lamoureux et le recteur.

Chimiothérapie

Vers des traitements plus efficaces

Dominique Forget

Malgré ses effets secondaires éprouvants, la chimiothérapie accomplit souvent des miracles. En détruisant les cellules qui se multiplient plus vite que la normale, les médicaments arrivent à réduire la taille et, idéalement, à éliminer complètement les tumeurs malignes. Malheureusement, les cellules tumorales sont rusées. Il n'est pas rare de les voir réapparaître quelques mois ou quelques années après le traitement, plus rebelles que jamais. Cette fois, la chimiothérapie ne peut rien contre elles. Les cellules ont «appris» à résister aux agents chimiothérapeutiques.

À l'UQAM, deux professeurs du Département de chimie et biochimie ont fait une découverte prometteuse qui pourrait empêcher les cellules cancéreuses de développer une telle résistance. Livain Breau, expert en synthèse de nouvelles molécules, et Diana Alison Averill, biochimiste spécialisée dans l'étude des cellules cancéreuses, travaillent ensemble sur le *brévifoliol*, un composé mi-naturel, mi-synthétique.

«L'histoire de cette molécule remonte au début des années 1990, alors que je travaillais comme stagiaire postdoctoral en Colombie-Britannique, raconte le professeur Breau. Je m'intéressais à l'if de l'Ouest, un grand conifère duquel on avait déjà isolé un agent chimiothérapeutique naturel appelé *taxol*.» Très efficace pour enrayer les cellules cancéreuses, le *taxol* se trouve plus précisément dans l'écorce de l'if de l'Ouest. Or, sa concentration est très faible. Le conifère met 100 ans pour produire une quantité suffisante au traitement d'un seul malade. L'industrie pharmaceutique a décimé des forêts entières pour extraire la fameuse substance.

À la recherche d'un composé plus abondant, Livain Breau a choisi de s'attaquer aux aiguilles et aux fruits de l'arbre. Après quelques années de recherches, il a isolé le *brévifoliol*, une molécule soixante fois plus abondante que le *taxol*. Il s'est empressé de tester l'efficacité de cette nouvelle substance contre les cellules cancéreuses. Les résultats l'ont déçu : les tumeurs restaient insensibles à la molécule. Le



Photo : Martin Brault

Diana Alison Averill, biochimiste spécialisée dans l'étude des cellules cancéreuses.

chimiste ne s'est pas découragé pour autant...

«C'est vrai que le *brévifoliol* nous a donné bien du fil à retordre, admet-il. D'abord, l'identification de la structure exacte de la molécule a pris près de sept ans. Mon équipe l'a finalement publiée dans un article paru en novembre 2004. Ensuite, les tests de criblage, qui servent à vérifier l'efficacité de la molécule sur différentes lignées de cellules cancéreuses, n'ont rien montré au cours des premiers essais. En travaillant avec la professeure Averill cependant, nous avons réalisé que la combinaison de notre molécule à des agents chimiothérapeutiques connus augmentait l'efficacité de ces derniers.»

Les deux professeurs ont découvert que le *brévifoliol* bloquait l'action d'une protéine impliquée dans la résistance des cellules au traitement chimiothérapeutique : la glycoprotéine P, surnommée PGP (*P-glycoprotein*). «Cette protéine agit un peu comme une pompe, explique la professeure Averill. Elle se fixe à la paroi cellulaire et aspire les molécules toxiques qui se trouvent à l'intérieur de la cellule vers l'extérieur. Cette protéine se retrouve chez les personnes en bonne santé. Son action est essentielle au maintien de l'intégrité des cellules.»

Les cellules cancéreuses apprennent vite à tirer profit de ce mécanisme naturel. Lorsqu'elles sont attaquées par les agents chimiothérapeutiques, elles multiplient les copies de la PGP.

Après un certain temps, la protéine est tellement abondante que les médicaments n'arrivent plus à frayer leur chemin jusqu'au centre des cellules. Ils sont aspirés vers l'extérieur avant d'avoir fait leur travail. Les agents chimiothérapeutiques comme le *taxol* (qu'on a maintenant appris à synthétiser artificiellement) deviennent progressivement moins efficaces et, après un certain temps, complètement nuls.

En bloquant le mécanisme de la pompe, le *brévifoliol* pourrait améliorer l'efficacité des médicaments, permettant de réduire les doses et les effets secondaires. Il pourrait aussi favoriser une élimination plus complète des cellules, diminuant les risques de rechute.

L'utilisation du *brévifoliol* ne requerrait probablement aucune révision des protocoles thérapeutiques actuellement utilisés. La nouvelle molécule pourrait être simplement ajoutée au cocktail de médicaments qui sont actuellement administrés. L'abondance du *brévifoliol* est un autre atout pour l'industrie pharmaceutique. Il suffit de tondre l'if de l'Ouest pour récolter la matière première qui repoussera l'année suivante.

Il faut préciser que l'équipe Breau-Averill ne travaille pas avec le *brévifoliol* comme tel, mais avec des dérivés semi-synthétiques. «Nous avons ajouté des chaînes d'atomes à la molécule originale pour la rendre plus efficace, précise le professeur Breau. Nous continuons à peaufiner la structure.»

À ce jour, les molécules du professeur Breau n'ont été testées que sur des cultures de cellules. Si les résultats préliminaires continuent d'être aussi encourageants, des tests pourront être entrepris chez les animaux. «Nous en sommes encore au stade préliminaire, mais nous sommes optimistes», dit la professeure Averill. Ils ne sont pas seuls. Quelques compagnies pharmaceutiques les ont déjà approchés en manifestant leur intérêt. «Les résultats sont trop préliminaires pour le moment et aucune entente n'a été conclue, dit le professeur Breau. Mais les grandes pharma vont certainement continuer à suivre nos travaux.» ●

PUBLICITÉ

Fête de reconnaissance des personnels

L'UQAM honorait le 10 février dernier tous les membres de ses personnels qui ont reçu des prix et distinctions entre les mois de novembre 2003 et janvier 2005. Au total, 67 personnes avaient été invitées à une petite réception tenue dans le foyer du studio-théâtre Alfred-Laliberté. On trouvera à l'adresse Web suivante la liste des professeurs, chargés de cours, employés et membres de la direction qui se sont ainsi distingués : <http://www.uqam.ca/annonces/2005/personnels-prix.htm>

Dans son allocution, le recteur a félicité chaleureusement les lauréats de leurs accomplissements en précisant qu'il était fier d'appartenir à une communauté qui «par son dynamisme,

sa ténacité, sa capacité d'innover et de briser les barrières, repousse toujours plus loin les limites du savoir. Je sais combien d'heures et combien de cœur chacun de vous a mis à poursuivre ses rêves, ses objectifs et à les dépasser. Par vos succès, a-t-il poursuivi, vous contribuez à la grandeur et à la richesse de notre Université et vous suscitez chez nos étudiants le désir d'aller au-delà de leurs propres limites.»

Sur la photo, on reconnaît le professeur du Département de philosophie, M. George Leroux, qui a été reçu membre de l'Académie des lettres du Québec (2003) et a reçu le Mérite annuel des Professeurs de philosophie du collégial (2003), ainsi que la

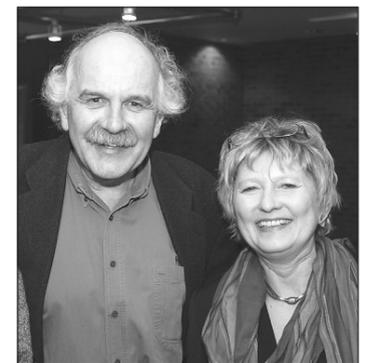


Photo : Martin Brault

professeure Louise Vandelac du Département de sociologie et directrice du CINBIOSE qui a accédé au Cercle des Phénix (2004) et a été faite membre honoraire de l'Association des biologistes du Québec (2004).

«La liberté de presse s'érode d'année en année.»

Michèle Leroux

■ Il n'a rien du militant traditionnel, le nouveau président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), Alain Gravel. Incorrigible solitaire, de son propre aveu, l'animateur de l'émission *Enjeux* n'en a pas moins 26 ans de métier à son actif et une bonne idée des obstacles auxquels se bute la pratique journalistique par les temps qui courent. Injonction pour interdire la diffusion d'un reportage, perquisition pour identifier des sources journalistiques, refus de divulguer des documents d'intérêt public, attrition de salles de nouvelles et fermetures de médias... pas une semaine ne passe sans que le travail des journalistes ne se complique. Comme il est fatigué de «gueuler» tout seul contre les embûches qui se multiplient, Alain Gravel a accepté de prendre la relève de Anne-Marie Dussault à la tête de la Fédération. «Ce qui m'intéresse, c'est l'exercice de la liberté de presse, pas la défense d'intérêts corporatistes», précise-t-il tout de go.

Avec l'affaire CHOI-FM et Jeff Filion, la vente de CKAC, les compressions à Radio-Canada, la convergence des médias et les tribunaux qui restreignent l'information, la table de travail déborde. Pour l'instant, il n'est pas question de mettre en péril la charge de cours qu'il assume avec un plaisir évident. La préparation de la relève au reportage télévisuel en affaires publiques lui tient à cœur. «Être en contact avec les jeunes, donner sans pression, sans obligation ni *deadline*, c'est un beau ressourcement.»

Curieux de nature, Alain Gravel est un journaliste de terrain. «J'aime le reportage, confie sans ambages celui qui

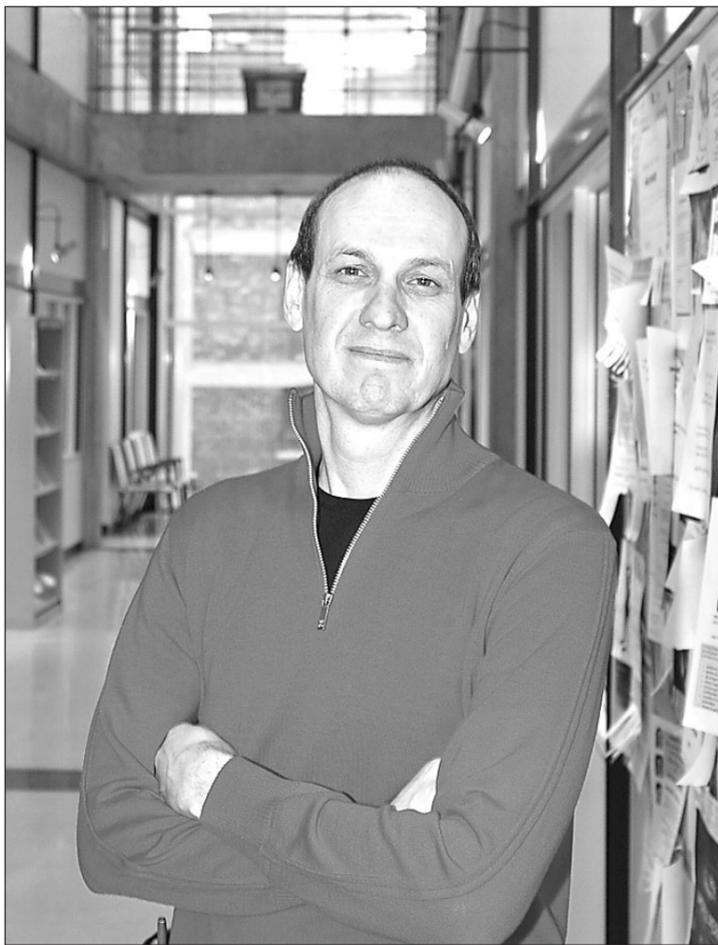


Photo : Martin Brault

Alain Gravel, président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec et chargé de cours au Département des communications.

en a réalisé quelques milliers. Émeutes de la Coupe Stanley, guerre du Golfe – un reportage qui lui a d'ailleurs valu un prix Gémeaux en 1991 – massacres en Haïti, danse à 10 \$, crise d'Oka, dopage, lobby gai ou télé-réalité, aucun sujet ne rebute cet homme qui a d'abord travaillé à la radio privée, en régions, puis à CKAC, où il a été reporter et lecteur de nouvelles durant les années 1980, avant de faire le saut à la télévision. Journaliste au réseau TVA de 1989 à 1993, il est en

suite passé à la télévision publique, se joignant d'abord à l'équipe de l'émission *Le Point*, puis à RDI, et enfin, en 1997, à *Enjeux*, où il est animateur, journaliste et membre de l'équipe éditoriale.

Pour le nouveau président de la FPJQ, les problèmes actuels dans le monde de l'information ne proviennent ni du public, qui ne demande qu'à être informé, ni des journalistes, qui savent livrer la marchandise. «Les gens aiment être informés, ils veulent

apprendre. Il ne faut pas s'empêcher de parler de sujets importants et intéressants, en prenant pour prétexte les cotes d'écoute. Quand on livre de l'information inédite, des enquêtes solides et un traitement percutant, on a de l'impact. Et il faut en avoir. Mais ça prend des moyens», estime le journaliste. En outre, l'information est de plus en plus difficile à obtenir. «On n'arrive pas à parler aux vrais acteurs, aux vrais intervenants. Tout est mâchouillé par des relationnistes. Le résultat : l'information est la même partout. Les titres changent, mais les sources restent les mêmes. On devient des «reformateurs» d'information. Et personne ne s'en offusque», s'inquiète M. Gravel.

Ordre professionnel?

La question de la création d'un ordre professionnel des journalistes est revenue hanter le milieu, après que la Cour suprême ait rendu un jugement, l'été dernier, dans l'affaire Néron où elle condamne Radio-Canada à payer 670 000 \$ pour avoir diffusé un reportage qui ne respecterait pas les normes professionnelles et les règles de l'art. Ces balises existent, ce sont les principes éthiques et les règles déontologiques reconnus dans la profession, mais le problème vient du fait que la pratique n'est pas encadrée légalement, contrairement aux autres professions régies par le Code des

professions. Pas de formation uniforme ni d'examen uniforme, pas de code de déontologie imposé à tous, pas de tribunal spécialisé pour assurer la protection du public, pas de secret professionnel. En l'absence d'un tel encadrement légal, les tribunaux saisis de litiges élaborent eux-mêmes les normes. Dans l'affaire Néron, la Cour a mis la barre haute quant à la ligne de conduite journalistique.

Mais faut-il pour autant transformer la FPJQ en ordre professionnel? «Je ne suis pas sûr que cela soit souhaitable. Je m'interroge. Je n'ai pas de réponse à l'heure actuelle. Personnellement, je favorise plutôt une pratique ouverte du métier, reconnaît le président. Il faut trouver une façon de protéger le statut de journaliste, tout en ayant une structure très souple. Mais chaque liberté entraîne des responsabilités. Il faut reprendre la réflexion, car on arrive à un carrefour.»

Dans le contexte où on fait de moins en moins confiance aux journalistes, le jugement Néron a des répercussions. «Ça rend les journalistes plus frileux, je dirais. On fait très attention...» L'autocensure et la reproduction servile de communiqués de presse n'ont jamais fait avancer ni le journalisme ni la démocratie. «La liberté de presse s'érode d'année en année», constate le journaliste qui semble toutefois déterminé à faire changer la tendance ●

Écodéveloppement en Amazonie



Photo : Martin Brault

■ Afin de contribuer à l'écodéveloppement de trois régions boliviennes situées en Amazonie, l'UQAM et plusieurs partenaires universitaires de cette région ont joint leurs expertises dans le but de former des leaders communautaires intervenant au sein des Organisations territoriales de base (OTB), lieux d'exercice de la participation populaire à la gouvernance locale. Le 7 février dernier, les membres d'une délégation bolivienne ont participé à une mission dans le cadre de l'élaboration du projet «Écodéveloppement communautaire et santé envi-

ronnementale».

Dans l'ordre habituel, on aperçoit Armel Boutard, professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère; Nancy Cordova Montenegro de Molina, professeure à l'Universidad Técnica del Beni «Mariscal José Ballivián», en Bolivie; Julio Salek, président du réseau international UNAMAZ, un regroupement de 62 universités de l'Amazonie réparties dans huit pays, et recteur de l'Universidad Autónoma «Gabriel René Moreno» (UAGRM), en Bolivie; Aura Teresa Barba, secrétaire générale de

UNAMAZ et professeure à l'UAGRM; la directrice du projet Mme Lucie Sauvé, professeure et directrice de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement; Isabel Orellana, professeure au Département d'éducation et pédagogie; Michel Jebrak, vice-recteur à la recherche et à la création; Jean-Pierre Richer, directeur intérimaire du Bureau de la coopération internationale et Juan Pablo Sanzeteña, professeur à l'UAGRM.

PUBLICITÉ

Identités et politique

«L'air du temps est à la morosité. Ce qui paraît s'évanouir dans notre représentation de la société, c'est une certaine conception d'un monde commun.» Dans son dernier ouvrage intitulé *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, le professeur Jacques Beauchemin du Département de sociologie, s'intéresse aux transformations profondes que subissent actuellement les sociétés modernes sous l'angle de la communauté politique.

L'auteur rappelle que le projet politique de la modernité réside dans la double volonté de fonder le monde à la fois sur la liberté des individus et sur le projet de vivre ensemble. Sur le plan éthique, nos sociétés seraient dominées par l'individualisme et sur le

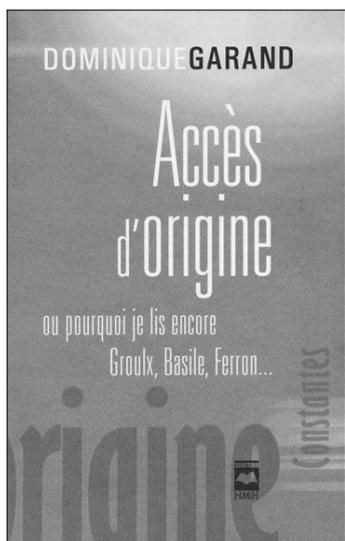


plan politique par une nouvelle définition de la citoyenneté qualifiée de citoyenneté «des identités». Jacques Beauchemin cherche ici à illustrer le danger que recèle l'abandon du politique. Les sociétés contemporaines ne seraient pas seulement frappées par la fameuse «perte de sens» si souvent déplorée, mais elles feraient aussi l'expérience de la pauvreté de leur projet politique. Paru aux éditions Athéna.

Héritage culturel

Dans son essai ayant pour titre *Accès d'origine ou pourquoi je lis encore Groulx, Basile, Ferron...*, le professeur Dominique Garand du Département d'études littéraires s'interroge sur l'identité québécoise et les origines de la communauté en retraçant quelques jalons d'une pensée dite de «la fondation» sur le plan symbolique.

L'auteur prend ici le temps de



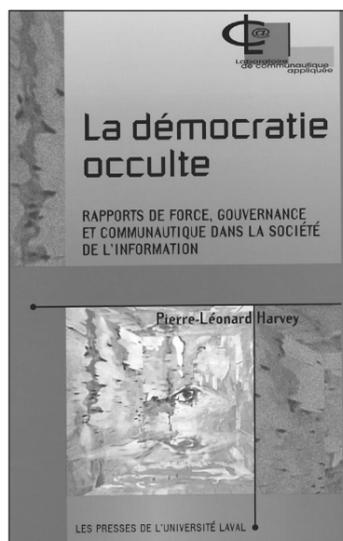
s'analyser lui-même dans son rapport à l'histoire du Québec, laquelle est présentée selon trois pôles de pensée, soit ceux du régionalisme, de la Révolution tranquille et de l'époque contemporaine. «Je propose un travail d'essayiste, c'est-à-dire que je mets en scène mes pérégrinations de lecteur à travers divers moments de l'histoire littéraire du Québec», écrit Dominique Garand. Bien qu'il se penche sur des auteurs mineurs comme Adjutor Rivard et qu'il ait choisi de ne rien dire de Michel Tremblay, de Réjean Ducharme et de la poésie ou du théâtre, ce spécialiste de la rhétorique, de la théorie et de l'histoire du pamphlet, évoque dans son ouvrage plusieurs figures historiques et littéraires du Québec, de Lionel Groulx à Dany Laferrière, en passant par Jean Basile, Jacques Ferron et plusieurs autres. Publié chez Hurtubise HMH.

Démocratie et communication

Dans *La démocratie occulte*, titre d'un ouvrage paru aux Presses de l'Université Laval, le professeur Pierre-Léonard Harvey (Communications) cherche à comprendre la nature des rapports de force dans la société de l'information. La «démocratie occulte», écrit l'auteur, n'est pas une nouvelle doctrine politique avec son idéologie et ses institutions. Elle serait plutôt liée aux pratiques autoritaires des puissants, qu'ils soient du domaine politique ou des affaires, qui privilégient la sécurité d'État au détriment des libertés.

Selon M. Harvey, dans une économie qui se mondialise, les acteurs qui tireront le mieux leur épingle du jeu seront «ceux qui sauront mettre à profit la puissance des technologies de l'information et de la communi-

cation au service de leur stratégie de développement démocratique et économique.» Il s'agit, ajoute-t-il, de «repenser en profondeur la manière même d'apporter des solutions au problème de la coupure sociopolitique qui semble se dessiner entre le peuple et les élus, entre l'opinion

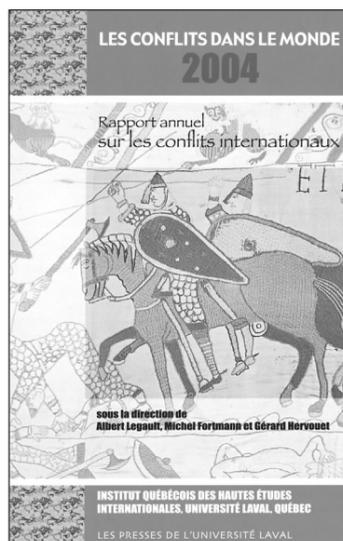


publique et les pouvoirs quels qu'ils soient», écrit-il encore.

Voici donc un essai qui se veut un plaidoyer en faveur d'une démocratie «relationnelle» et non seulement «délégitime».

Moins de guerres et de victimes

Malgré le fait que l'année 2004 a connu d'aussi fortes turbulences que celle qui l'a précédée, l'analyse plus globale laisserait tout de même place à une vision plus optimiste de la scène internationale, lit-on dans la 24^e édition de *Conflits dans le monde*. S'il est vrai que l'Irak est encore ravagé par la guérilla urbaine et les attentats suicides, que le terrorisme international continue d'ensanglanter l'ac-

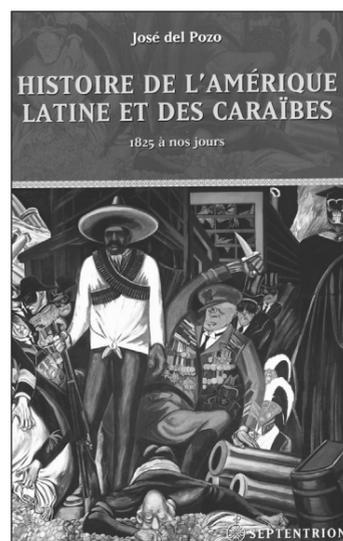


tualité et que de vieux conflits ont resurgi cette année au Soudan et au Libéria, les polémologues rapportent que le nombre de guerres a diminué de façon significative dans le monde, passant de 33 en 1991 à 19 en 2003. Le nombre de victimes occasionnées par ces conflits a chuté, lui aussi, et les pertes militaires seraient à leur plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale.

Publié sous la direction des professeurs de science politique Albert Legault, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en relations internationales, Michel Fortmann de l'Université de Montréal et Gérard Hervouet de l'Université Laval, l'ouvrage propose des synthèses originales tout en couvrant l'actualité des grands espaces régionaux. Publié aux Presses de l'Université Laval.

Frustration et espoir en Amérique latine

Un mot résume à lui seul le sentiment qu'inspire l'expérience historique latino-américaine depuis près de deux siècles : la frustration, écrit José del Pozo, professeur au Département d'histoire. Des pays comme Cuba, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine atti-



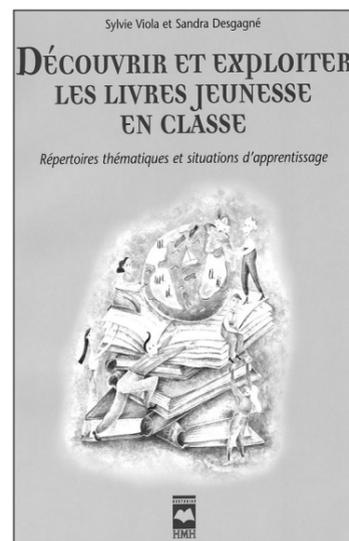
raient autant les immigrants que l'Australie, le Canada et les États-Unis, à la fin du 19^e siècle. Aujourd'hui, le regard tourné vers l'Europe et le nord du continent, les Latino-Américains sanctionnent un bilan historique qui se solde par la pauvreté, le mécontentement et l'exclusion, soutient l'auteur qui est venu s'installer à Montréal après le coup d'état du 11 septembre 1973, au Chili, son pays d'origine.

Dans *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes 1825 à nos jours*, l'au-

teur s'attarde aux réussites et aux motifs d'espoir, telles une littérature qui s'est imposée au reste du monde et, au-delà des dictatures, des massacres et des abus de pouvoir, une lente émergence de la démocratie, une tendance croissante à résoudre les crises par des moyens constitutionnels et une économie plus diversifiée et mieux intégrée régionalement. L'ouvrage propose 28 tableaux statistiques, cinq cartes historiques ainsi qu'une chronologie détaillée. Publié chez Septentrion.

Le goût de lire

Au primaire, l'enseignant doit trouver le moyen de donner aux élèves le goût la lecture. La tâche n'est pas toujours facile. Les professeurs manquent souvent de temps et d'occa-



sions pour lire des textes pour enfants et pour identifier les ouvrages susceptibles de générer des discussions et des activités intéressantes en classe.

C'est justement pour donner un coup de pouce à ces enseignants que Sylvie Viola, professeure au Département d'éducation et de pédagogie de l'UQAM, et Sandra Desgagné, enseignante au primaire à la Commission scolaire des Affluents, ont publié *Découvrir et explorer les livres jeunesse en classe*. Au total, elles proposent 300 albums, mini-romans et romans jeunesse, principalement issus de la littérature québécoise. Pour chacun, une fiche-résumé est présentée. Les auteurs suggèrent également des activités pédagogiques adaptées aux élèves du premier, deuxième et troisième cycles du primaire. Facile à consulter, le guide comprend des index par titres, auteurs et thèmes. Publié aux éditions Hurtubise HMH.

PUBLICITÉ

LUNDI 21 FÉVRIER

CEFRES (Centre de recherche et de formation en enseignement supérieur)

Atelier : «TIC 002 – Les forums de discussion : au-delà du clavardage?», formation destinée aux personnels enseignants, de 9h30 à 12h30.

Animatrice : Thérèse Nault
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-R730.

Renseignements :

Anne-Marie Grandtner
987-3000, poste 2208
cefres@uqam.ca
www.cefres.uqam.ca

Centre Pierre-Péladeau

Série radio-concerts : «Souvenir de Florence», à 20h.

Artistes : les violoncellistes Guy Fouquet et Élisabeth Dolin.

Salle Pierre-Mercure.

Renseignements :

987-4691
reception@centrepierrepeladeau.com
www.centrepierrepeladeau.com

MARDI 22 FÉVRIER

UQAM Générations

Atelier : «Les chocs de civilisations et de cultures», également les 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 mars et 5, 12, 19 et 26 avril de 10h à 12h.

Animateur : Réginal Trépanier.

Pavillon Maisonneuve, Carrefour des générations (B-R200).

Renseignements :

Réginald Trépanier
987-3000, poste 7784
rtrepanier@synergies50.org

Laboratoire international d'étude multidisciplinaire comparée des représentations du Nord

Conférence : «L'expérience nordique et la littérature finlandaise», à 11h.

Conférencière : Katri Suhonen.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-M440.

Renseignements :

Daniel Chartier
imaginaireunord@uqam.ca
www.imaginaireunord.uqam.ca

IREF (Institut de recherches et d'études féministes)

«Femmes et environnement : discrètes mais efficaces!», de 12h30 à 14h.

Conférencière : Denise Proulx, journaliste et chercheure au CINBIOSE (Centre de recherche interdisciplinaire sur la biologie, la santé, la société et l'environnement).

Pavillon de l'Éducation, salle N-6320.

Renseignements :

Céline O'Dowd
(514) 987-3000, poste 6587
iref@uqam.ca
www.iref.uqam.ca

SVE-Section Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «La rédaction des travaux», de 12h30 à 14h. Également les 23 et 24 février aux mêmes heures et le 22 février de 18h à 19h30.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2180.

Renseignements :

Christian Bégin
987-3000, poste 3185
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

UQAM Générations

Café-débat : «Les autochtones : connais... connais pas?», de 13h30 à 15h.

Pavillon Maisonneuve, Carrefour des Générations (B-R200).

Renseignements :

987-7784
uqam.generations@uqam.ca

MERCREDI 23 FÉVRIER

Département de science politique

Séminaire : «Du structuralisme à la philosophie politique : l'exemple de Marcel Gauchet», organisée en collaboration avec le Département de philosophie, de 12h30 à 14h.

Conférencier : Yves Couture, Université de Montréal; commentateur : Jean-François Marçal, UQAM.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-3316.

Renseignements :

Jacques Hérivault
987-3000, poste 1609
herivault.jacques@uqam.ca

Réseau Arc

Midi-rencontre : «La maîtrise après un bac en animation et recherche culturelles», de 12h30 à 14h.

Participants : Marie-Hélène Croteau, étudiante à la maîtrise en gestion de projet et Yannick Richer, étudiant à la maîtrise en communication.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-1120.

Renseignements :

Emilie Bérubé-Dionne
987-3000, poste 1446
reseau.arc@uqam.ca

JEUDI 24 FÉVRIER

Centre de design de l'UQAM

Exposition : «Raymond Savignac affichiste : ça c'est de la pub!», jusqu'au 10 avril, du mercredi au dimanche de 12h à 18h.

Pavillon de design, salle DE-R200.

Renseignements :

987-3395
www.unites.uqam.ca/design/centre/

Observatoire international sur le racisme et les discriminations

Conférence : «Stratégie sur la réparation : taxe d'entrée et taxe d'exclusion».

Conférencière : May Chiu, Montreal Chinese Head Tax Redress Committee.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020

Renseignements :

Jean-Claude Icart
987-3000, poste 2190
www.criec.uqam.ca/observatoire/index/htm

GEIRSO

Séminaire : «Le mandat et les responsabilités du Conseil du médicament», de 14h à 15h30.

Conférenciers : Lucie Robitaille, directrice générale, Conseil du médicament du Québec et M. Régis Blais, professeur titulaire, Faculté de médecine-administration de la santé, Université de Montréal.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1340.

Renseignements :

Marie-Laurence Poiré
987-3000, poste 2499
geirso@uqam.ca
chaine.uqam.ca/

Réseau études féministes de l'UQAM

5 à 7 annuel du Réseau études féministes, de 17h à 19h.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1950.

Renseignements :

Marjolaine Despars
987-3000, poste 1446
reseau.etudesfeministes@uqam.ca

Le Soi et l'autre

Conférence : «Un sociologue au soleil, mais qu'est ce que c'est que ce Cirque? Le Cirque du Soleil : un spectacle classique», de 17h à 19h.

Conférencier : Sylvain Fagot, stagiaire postdoctoral au Soi et l'autre, chercheur associé au GDR (oeuvres, publics, sociétés) du CNRS.

Pavillon Saint-Denis, salle AB-9100.

Renseignements :

Denyse Therrien
987-3000, poste 1578
therrien.denyse@uqam.ca

CREQC - Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes

Conférence : «Où suis-je?»

Exploration du champ des possibles et des moyens de la (re)composition du vivre ensemble, préalable à toute construction nationale majoritaire», dans la série des grandes conférences GRSP/CRÉQC

«Les nationalismes majoritaires contemporains», de 17h30 à 19h.

Conférencier : Louis Dupont, Université Paris IV, Sorbonne.

Pavillon Judith-Jasmin, salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements :

Jacques Hérivault
987-3000, poste 1609
herivault.jacques@uqam.ca
www.creqc.uqam.ca/

VENDREDI 25 FÉVRIER

Chaire Concordia-UQAM en études ethniques

Conférence sur les communautés anglophones du Québec, de 19h à 21h05, se poursuit le 26 février de 9h à 18h.

Conférenciers : Michel Jébrak, vice-recteur à la Recherche et à la création, UQAM; Martin Murphy, président, Quebec community Groups Network; Richard Bourhis, directeur, Chaire Concordia-UQAM en études ethniques; André Pratte, éditorialiste en chef, *La Presse*; Rodrigue Landry, directeur, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, Moncton; Dyane Adam, commissaire aux langues officielles, Ottawa.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-R510.

Renseignements :

Richard Y. Bourhis
987-3000, poste 4852
bourhis.richard@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/chaire-ethnique/

Centre des femmes de l'UQAM

Causerie : «La sexualisation précoce des petites filles», de 10h à 12h30.

Participants : Isabelle Boily, professionnelle de recherche à la Chaire d'étude Claire-Bonenfant de l'Université Laval sur la condition des femmes et les membres du comité de réflexion du Y des Femmes sur la sexualisation des

petites filles.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-M465.

Renseignements :

Sandrine Ricci
987-3000, poste 8940
centredesfemmes@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/cfemmes/

Galerie de l'UQAM

Exposition : «Jocelyn Robert.

L'inclinaison du regard», jusqu'au 2 avril, du mardi au samedi de 12h à 18h.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120.

Renseignements :

987-8421
galerie@uqam.ca
www.galerie.uqam.ca/

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)

Conférence : «Le cheminement historique du modèle entrepreneurial dans les universités belges», de 12h30 à 14h.

Conférencier : Kenneth A. Bertrams, Columbia University et Université Libre de Bruxelles.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.

Renseignements :

987-3000, poste 4018
cirst@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

École supérieure de théâtre

Création théâtrale des finissants 2004 : «L'Ombre incongrue de F», jusqu'au 26 février et également du 1^{er} mars au 5 mars et du 8 au 12 mars à 20h.

Texte : Adam Nevir; mise en scène : Pascal Contamine.

Théâtre La Chapelle, 3700, rue Saint-Dominique, Montréal.

Renseignements :

Maude Gareau
284-2712
maude.gareau@gmail.com
www.lachapelle.org

DIMANCHE 27 FÉVRIER

Centre Pierre-Péladeau

Concert : «Festival international Montréal/Nouvelles Musiques (MNM)». Présentation d'une vingtaine de concerts illustrant la diversité de la création musicale contemporaine d'ici et d'ailleurs, du 27 février au 10 mars.

Directeurs artistiques : Walter Boudreau et Denys Bouliane.

Salle Pierre-Mercure.

Renseignements :

843-9305
reception@centrepierrepeladeau.com
www.centrepierrepeladeau.com

LUNDI 28 FÉVRIER

Département de psychologie

Atelier : «La répétition dans la vie amoureuse», suite de la rencontre du 31 janvier sur le thème : «Le père perdu/retrouvé dans la vie amoureuse ou répétitions d'absence», de 19h à 21h.

Animatrice : Louise Grenier, psychanalyste et chargée de cours. Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2901.

Renseignements :

Louise Grenier
987-3000, poste 4184
grenier.louise@uqam.ca

MARDI 1^{ER} MARS

UQAM Générations

Café-débat : «Le vieillissement : une maladie bientôt curable?», de 13h30 à 15h.

Pavillon Maisonneuve, Carrefour des Générations (B-R200).

Renseignements :

987-7784
uqam.generations@uqam.ca

JEUDI 3 MARS

Équipe de recherche CRSH

Le Soi et L'Autre

Colloque : «Énonciation artistique et socialité», se poursuit le 4 mars de 9h à 17h.

Nombreux conférenciers.

Cinémathèque québécoise, salle Claude-Jutra, 335 boul. de Maisonneuve Est.

Renseignements :

Sylvain Fagot
987-3000, poste 5629
sfagot@aei.ca
uqam.ca/soietautre

Faculté des arts

Forum : «Art, entre rêve et réalité», de 12h à 23h.

Nombreux conférenciers.

Pavillon Judith-Jasmin, salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400).

Renseignements :

Maryse Télémaque
987-3000, poste 7858
adarts@uqam.ca

VENDREDI 4 MARS

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)

Conférence : «The Societal Implications of Nanotechnology», de 12h30 à 14h.

Conférencière : Teresa Patricio, Bureau du conseil national des sciences, Ottawa.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.

Renseignements :

987-3000, poste 4018
cirst@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

SAMEDI 5 MARS

Centre Pierre-Péladeau

Concert : «Le matin des magiciens», à 19h, ce concert-événement, un des points forts du Festival international Montréal/Nouvelles Musiques, mettra en scène pas moins de 125 musiciens, dont deux choeurs.

Salle Pierre-Mercure.

Renseignements :

843-9305
reception@centrepierrepeladeau.com
www.centrepierrepeladeau.com

Date de tombée

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante : www.uqam.ca/bref/form_calendrier.htm 10 jours avant la parution.

Prochaines parutions :

7 et 21 mars.

«J'enlève tout. Il reste l'essentiel.»

– Raymond Savignac, affichiste

Michèle Leroux

Juste au moment où l'hiver s'étire dans la grisaille, le Centre de design de l'UQAM s'offre la gaieté mur à mur en présentant l'exposition *Ça c'est de la pub!* Raymond Savignac affichiste, du 24 février au 10 avril prochain. Cette rétrospective de l'œuvre d'un des plus grands affichistes français du siècle dernier permettra de revoir, ou de découvrir, plus d'une centaine d'affiches qui ont fait le tour du monde et consacré le champion du gag visuel. Une quinzaine d'affiches de cinéma et de télévision conçues par l'artiste seront également présentées à la Cinémathèque québécoise, du 11 mars au 10 avril.

Né à Paris le 6 novembre 1907, au sein d'une famille modeste, Raymond Savignac a démarré sa carrière en 1935, après que son maître l'artiste Cassandre – créateur du slogan publicitaire *Dubo, Dubon, Dubonnet* – lui eut refilé la réalisation d'une affiche de roquefort. Mais le succès n'est venu qu'en 1949, avec la campagne Monsavon, la sympathique vache rose dont le lait coule directement dans le savon. Le carnet de commandes n'a par la suite jamais dérogé. Air France, Cinzano, Bic, Citroën, Dunlop, les cigarettes Gitanes, tous se l'arrachent. Savignac a aussi dessiné pour le théâtre et le cinéma. L'affiche des films *Alexandre le bienheureux* et *La guerre des boutons* d'Yves Robert, *L'argent* de Robert Bresson portent sa signature. Vingt ans après s'être installé à Trouville-sur-Mer, en Normandie, il y meurt en 2002, à l'âge de 95 ans.

Savignac a prouvé que la publicité peut être belle, intelligente et sensible. «Il voulait faire de ses affiches

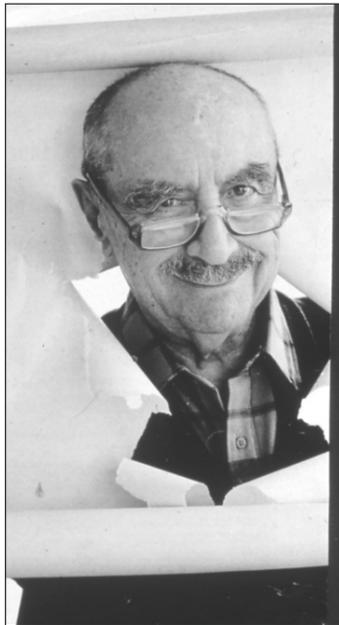


Photo : Baumann

Raymond Savignac (1907-2002)

des slogans graphiques, des petits spots auxquels le passant ne pourrait échapper. Et il y parvenait magnifiquement bien», estime le professeur Marc H. Choko, directeur du Centre de design. Savignac a dessiné plus de 600 affiches. Son travail était visible partout, dans la rue, dans le métro, à la campagne, dans la presse et l'édition, et au travers de quantité d'objets de la vie quotidienne (buvards, porte-clefs, objets de toutes espèces). En apparence simples, ses dessins aux allures gamines révèlent de solides principes : une idée forte conçue à partir de contraintes clairement énoncées, exprimée par une image-choc. Un gros dessin mettant en scène, avec une pincée de bonne humeur, un produit-personnage. Et une palette de couleurs attrayantes savamment dosées. Voilà comment Savignac concevait l'affiche publicitaire, précise M. Choko.

S'il maîtrisait parfaitement son art,

Savignac ne s'est jamais prétendu artiste, revendiquant le titre d'affichiste toute sa vie. «Il appréciait la commande de ses clients et les contraintes de la publicité. La majorité de ses grandes réussites vantaient des produits commerciaux», rappelle M. Choko. Ses amies les bêtes ont été une source intarissable d'inspiration. La vache, d'abord et encore (pour Monsavon et pot-au-feu Maggy), le zèbre (Cinzano), la mouette (pour la ville Trouville-sur-Mer), et puis la girafe (Air France). L'humain partage aussi l'affiche, mais Savignac rompt avec la tradition : les généreuses beautés souvent dénudées cèdent la place à des enfants et à des petits bonhommes sympathiques, plus rarement à des femmes. À l'instar des modernistes du début du 20e siècle, tel Lucien Bernhard, Savignac prône l'affiche-objet. Le produit occupe l'espace, composant même le personnage quelquefois. «Mais si on regarde bien, le produit est toujours au service de l'humain», de noter le professeur. Comme en témoigne *Vite Aspro*, la sublime affiche mettant en scène un migraineux dont le crâne est traversé par un cortège de voitures qu'on entend presque klaxonner.

L'art du clin d'oeil

Savignac, c'était «L'homme qui fait sourire les murs et réfléchir le papier», lisait-on dans la revue *Caractère* en 1951. Mélange parfait de surprise, d'émotion, de style et d'humour «c'est la potion magique, l'élixir antistress», sa méthode loge d'abord à l'enseigne de la simplicité. «J'enlève tout, il reste l'essentiel», résumait d'ailleurs le maître de l'ellipse. Pour M. Choko, la recette de l'artiste réside en une grande fraîcheur, une pseudo-naïveté, un bon gag, le plus souvent gai, sensible et intelligent, à la manière de Charlie Chaplin qu'il admirait tant, et le sourire, toujours le sourire.

Souvent très grandes, comme le voulait le format standard de l'époque, les quelque 116 affiches originales présentées au Centre de design couvrent la période allant de 1935 à 2002, soit de l'affiche réalisée par Savignac pour l'autorail Paris-Lille jusqu'à ses toutes dernières créations. L'exposition présentera également un film-interview réalisé par Florence Robert, enseignante en histoire et actualité du graphisme, en collaboration avec Romain Novarina et Nicolas Crosnier, dans le cadre d'un cours à l'École de communication visuelle de Paris. Filmé dans son atelier de Trouville en juillet 2002, soit quelques mois avant sa mort, Savignac y parle de son travail. Des interviews de publicitaires, graphistes, illustrateurs, parents et amis complètent le document inédit, un prototype non commercialisé portant le titre *Savignac, une vie d'affichiste*.

Produite par la Bibliothèque Forney à Paris, cette exposition majeure est présentée à Montréal grâce au soutien de nombreux commanditaires, notamment Hermès et Infopresse. Le lancement de l'ouvrage *Raymond Savignac*, publié aux Éditions Pyramyd, dans la collection «design&designer», aura lieu lors du



Eau Perrier, 1949 / 1955

vernissage de l'exposition, le 23 février. Une conférence sous le thème «Affiche et publicité» se tiendra au Studio-théâtre Alfred-Laliberté, ce même jour, à 16h30.

Dans le cadre de la «Nuit blanche» du Festival Montréal en lumière, le samedi 26 février prochain de 18h à 5h du matin, le public est invité à par-

ticiper à un atelier de sérigraphie animé par le groupe «Made in Sérigraphie», qui regroupe des étudiants et diplômés en design graphique de l'UQAM, et à visiter l'exposition •

SUR INTERNET

www.centrede设计.uqam.ca



Monsavon, 1948 / 1950

Tirages des billets du CPP

Les gagnants des tirages du Centre Pierre-Péladeau, qui ont eu lieu chaque vendredi pour les étudiants et les employés de l'UQAM sont, pour les dernières semaines, M. Pierre LASSONDE, coordonnateur (formation continue) au centre de formation UQAM Montérégie et Mme Julie VALERO-GAGNON, étudiante au baccalauréat en animation et recherche culturelles et étudiante libre.

BULLETIN DE PARTICIPATION pour le tirage hebdomadaire d'une paire de billets, au choix du gagnant, pour une activité de la programmation 2004-2005 du Centre Pierre-Péladeau. Sont éligibles au tirage tous les employé(e)s et étudiant(e)s de l'UQAM. Les gagnants devront présenter une **Carte UQAM** d'employé ou d'étudiant pour réclamer leur prix. Une même personne ne pourra gagner plus d'une fois au cours de la saison 2004-2005 afin de laisser la chance au plus grand nombre de profiter de cette offre de billets gratuits.

[Écrire en lettres moulées]

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone : _____

Étudiant(e) – Programme : _____

Employé(e) – Fonction : _____

À déposer dans la boîte de tirage située dans le hall du Centre Pierre-Péladeau. Les tirages se feront tous les vendredis, à 16h, jusqu'au 6 mai 2005. Les gagnants seront notifiés le lundi suivant.

Le journal *L'UQAM* publiera le nom des gagnants à chacune de ses parutions.